



**UNSA - ANPE**  
6, rue de la plaine 75020 PARIS  
Tel : 01 44 93 20 85 Fax : 01 44 93 26 15  
[syndicat.unsa@anpe.fr](mailto:syndicat.unsa@anpe.fr)

*libres ensemble*

[www.unsa-anpe.fr](http://www.unsa-anpe.fr)

## Désaccords sur la méthode

La loi du 13 février 2008 relative à la réforme du service public de l'emploi votée, Christian CHARPY nommé délégué général, les instruments étaient en place pour réaliser la fusion opérationnelle de l'ANPE et des ASSEDIC. A partir de là, restait à définir une méthode tout en sachant qu'en l'espèce il n'en existe aucune de bonne compte tenu des contraintes inhérentes à ce type de fusion, inédite dans notre pays.

Le choix retenu par le Délégué général a consisté dans un premier temps à mettre en œuvre les processus de rapprochements/fusion des structures (DG, DR, DD et leurs équivalents ASSEDIC) d'ailleurs l'ensemble des dossiers présentés aux organisations syndicales : ceux du 6 mai, 22 juillet et 30 septembre 2008 en attestent.

Rien ou presque sur la fusion opérationnelle des sites recevant le public, rien sur le calendrier, mise à part un accueil commun dès le 1<sup>er</sup> janvier 2009 et des expérimentations sur le référent unique.

Cette méthode si elle avait l'avantage de s'assurer que la ligne hiérarchique supérieure se mettrait en ordre de marche pour trouver sa place dans les futurs organigrammes, laissait en jachère le sort des agents de terrain, Dale compris.

**Il a fallu que l'ensemble des OS à partir de la rentrée posent des questions de plus en plus précises à Christian CHARPY, pour qu'il nous précise sa vision du futur réseau :**

- mise en place progressive du référent unique ;
- formation express des agents ANPE ( 3 jours !) à la connaissance des mécanismes de l'indemnisation des chômeurs ;
- formation des personnels ASSEDIC aux métiers du conseil ;
- maintien de la double casquette des conseillers ;
- déploiement des sites mixtes étalé dans le temps...

Par contre, rien sur le rôle des équipes, le management de proximité, qui quoi comment ? Rien sur le déploiement des sites mixtes et la mixité des équipes, quel calendrier ? Rien sur la situation des managers déchargés de responsabilité. Tout ceci devait, selon M. CHARPY être abordé en 2009, pour une application/déploiement en 2009/2010 voire au delà.

Patatras, la crise financière mondiale, l'augmentation brutale du nombre de chômeurs, les couacs autour du logo de « Pôle Emploi » viennent rappeler au Président de la République que son « bébé » peine à accoucher. Alors, changement brutal de décor, avec l'entrée en lice de Nicolas SARKOZY sur le front de l'emploi, relayé par son secrétaire d'Etat à l'emploi, Laurent WAUQUIEZ.

On nous annonce un nouveau plan sur l'emploi, mais surtout on exige du délégué général qu'il inverse ses priorités :

Ce n'est pas les directions des deux institutions qu'il faut fusionner en premier et ensuite s'occuper du réseau, mais offrir rapidement aux usagers/« clients » un nouveau service public de l'emploi plus efficace, j'ai nommé :

## « Pôle Emploi »

Dans la tempête actuelle, notre Président veut montrer qu'il y a des choses qui fonctionnent, que lui seul a fait ce qu'aucun politique n'avaient fait jusqu'alors. Ainsi Laurent WAUQUIEZ dans son « tchat » du 20 octobre 2008 disait à un internaute :

« *Mon travail est de m'impliquer et de faire en sorte que la fusion ait lieu le plus vite possible. Nous procédons à une première phase pour que les fondations administratives soient bonnes. À partir d'aujourd'hui, on entre dans une deuxième phase : faire en sorte que ça crache du résultat. Cela veut dire des guichets uniques, 100 à la fin de l'année, 30% à partir du premier trimestre 2009. Et je veux qu'on soit à 100% à la fin de l'année prochaine. Maintenant, on est vraiment dans la phase opérationnelle* »

C'est le contre-pied parfait. En voulant reporter le problème des réseaux opérationnels ANPE et ASSEDIC, le Délégué général pensait traiter les problèmes les uns après les autres et calmer les syndicats, c'est visiblement raté. **Au-delà des inquiétudes, voire des exaspérations des collègues ne sachant pas trop ce qu'ils vont devenir en 2009, le pouvoir politique vient rappeler à sa manière, rude, que ce qui doit se voir en premier, ce sont les nouveaux services aux usagers.**

Maintenant la « messe est dite », notre Délégué général doit nous expliquer rapidement comment mettre en œuvre, à marche forcée, les exigences des décideurs politiques, le tout sans que l'on voit le début d'une reconnaissance pour les agents qui triment sur le terrain.

**Nous pensions, naïvement, que les promesses électorales sur le travail, le mérite, l'accroissement des compétences, devaient dans notre beau pays trouver leurs justes récompenses.**

Nous devons encore visiblement attendre, là-dessus la crise a bon dos.

**Nous exigeons, que l'engagement des collègues pour assurer, dans parfois les pires conditions, la continuité du service public, soit enfin reconnu. Il en est grand temps !**